



Assises de la formation et des métiers maritimes le 08 Novembre 2013

La Cgt à l'offensive

Des Assises de la formation et des métiers maritimes, suspendues à la volonté politique du gouvernement de se donner les moyens d'une véritable politique maritime française.

La politique maritime française est au cœur des dérégulations mondiale et européenne qui affectent toutes les filières maritimes qu'il s'agisse du transport maritime ou des activités industrielles existantes de construction navale et nouvelles liées aux énergies maritimes renouvelables (EMR).

Malgré notre statut de puissance maritime, malgré les aides fiscales diverses aux armements, malgré la création de registre de complaisance en 2005 (Registre International Français), malgré notre dispositif de formation, la construction navale, les armements maritimes, les effectifs de marins : TOUT S'EFFONDRE ! Au point que la marine marchande française est menacée de disparition.

Des marins et officiers français se voient remplacés par des salariés ressortissants Européens à bas coût ou de pays tiers. Ils sont victimes de la casse des emplois sur les navires battant le pavillon français. Le RIF quant à lui, pavillon de complaisance, n'a pas été un frein à la perte des emplois de marins français au commerce.

Les marins français sont entraînés dans une spirale de dégradation de l'emploi, des conditions sociales, de travail ; conséquence en réalité d'une course à la rentabilité et à la compétitivité selon le dogme de la baisse du « coût du travail ». Les marins, les officiers et les jeunes en formation peinent à trouver des embarquements. Le Gouvernement ne peut s'exonérer de ses responsabilités pour donner de réelles perspectives d'emplois stables pour l'ensemble de la profession de marins. Ne rien faire serait une chronique de mort annoncée de la filière française de transport maritime.

La formation des marins, parmi la meilleure au monde, est en grande difficulté. C'est pourquoi la CGT avait sollicité le ministre en charge, des transports, de la mer et de la pêche, dès janvier 2013, pour l'organisation d'une table ronde avec les acteurs (armateurs, élus, Etat, organisations syndicales) sur l'enseignement maritime. Ceci afin de décider d'un projet stratégique, pédagogique et des moyens budgétaires et humains pour renforcer nos filières de formation maritime, initiale et continue, des élèves et marins que sont nos lycées professionnels maritimes et l'école nationale supérieure maritime (ENSM).

► Pour la CGT, les causes sont identifiées. Elles vont du budget insuffisant pour le fonctionnement des établissements, du rôle déficient de l'Etat. Elles ouvrent ainsi la voie à la main mise des Armateurs sur l'enseignement maritime et mettent en cause le format de diplômes de l'Education Nationale (lisibilité) ainsi que le format des brevets internationaux (efficacité). C'est un carton noir pour la formation maritime et on ne peut continuer à laisser se dégrader la situation. Au niveau international le maintien d'un haut niveau d'exigence en terme de formation pour la sécurité, des normes sociales et le bien être des gens de mer garantira des emplois durables et un travail décent.

► La CGT apporte ses positions et propositions revendicatives. Il faut construire à travers ces Assises une véritable consolidation des structures de l'enseignement maritime et l'engagement des pouvoirs publics. Ceci pour renforcer les moyens financiers et humains dans les réseaux existants et ceux à développer pour les nouvelles formations maritimes notamment concernant les économies para-maritime émergentes (EMR et déconstruction et dépollution des navires en fin de vie).

L'engagement des Armateurs pour l'embarquement des élèves sur les navires du pavillon français, est une des priorités à satisfaire pour ne pas remettre en cause les certifications des brevets en conformité avec les standards internationaux (STCW).

Pour la Cgt : ces assises doivent relancer l'attractivité du pavillon français du 1er registre, pour garantir les conditions d'embauche des emplois de marins et d'officiers français et leurs qualifications comme leur haut niveau de sécurité du travail à bord navires.